

# LA FORET DE COMPIEGNE ET LE CHOMAGE EN 1935

par Olivier KOVAL

Sur 12,5 millions de salariés en 1935, la France connaît quelques 2 millions de chômeurs. (1) La crise profonde du capitalisme libéral atteint les classes populaires déjà fortement éprouvées par la guerre de 1914-18 ; les principales branches de l'économie touchées par la surproduction sont alors le bâtiment et la métallurgie.

Le sombre tableau de la situation économique et sociale de la France en 1935 prend une signification bien particulière dans la région compiégnnoise où sévissaient déjà les problèmes de sous emploi, bien avant la forte récession des années 30 ; la plupart des activités industrielles locales étaient précisément liées au bâtiment et à la métallurgie. (Sur le territoire de la commune de Compiègne deux entreprises employaient plus de 100 salariés à l'époque, l'une concernant les travaux publics, l'autre la petite métallurgie). Nous n'avons pas pu dénombrer précisément l'ampleur du chômage dans la région de Compiègne au plus fort de la crise, mais nous en avons de nombreux témoignages : la situation critique est en effet confirmée par les échanges ininterrompus de correspondance entre les élus locaux et les ministères intéressés. Sénateurs, députés, maires de communes, en dépit de leurs divergences politiques, témoignent unanimement de cette grave situation de la région. Tous demandent une politique de travaux d'intérêt public afin d'y employer les chômeurs locaux. Conformément aux volontés du ministre du travail qui publie le 15 mai 1934 une brochure intitulée "Dispositions législatives et administratives du plan de grands travaux contre le chômage ... pour faire face au chômage et pour relancer les industries intéressées à cette politique", on espère une intervention de l'Etat concrétisant les bonnes volontés gouvernementales. Les élus locaux de la région de Compiègne, notamment le sénateur Vasseux, les députés Vassal et de l'Aigle insistent auprès des ministères pour qu'une telle politique de grands travaux trouve son application à Compiègne.

Ce n'est qu'à la fin de l'hiver 1935, après quatre années de démarches et d'attente, que des travaux de voirie sont ouverts en forêt de Compiègne sous l'égide du ministère de l'agriculture. Le Maire de Compiègne, Fournier Sarlovèze, écrit alors au Ministre

" ... afin de réserver ces seuls travaux aux travailleurs compiégnnois ... " et non pas " aux étrangers ou aux travailleurs inscrits à des caisses de chômage ".

puisque Margny et Compiègne ne possèdent pas de tels organismes.

" En effet un certain nombre de municipalités, notamment celles de Compiègne et de Margny les Compiègne se sont refusées à créer des caisses de chômage afin d'éviter que les ouvriers courageux ne prennent l'habitude d'être payés à ne rien faire

(1) D'après J. LHOMME : "Le pouvoir d'achat de l'ouvrier français au cours d'un siècle 1840-1940" in "Le mouvement social" N° 63 avril-juin 1968. Selon les déclarations officielles de l'époque, la France comptait 500.000 chômeurs ; la CGT citait le chiffre d'1 million.

" et s'installent ainsi dans une situation tout à fait équivoque ... " (!) (1)

Les travaux vont donc débiter en forêt de Compiègne ; réservés aux seuls travailleurs compiégnais, ils consistent en reboisements, construction et entretien de routes forestières. L'ouverture a été fixée au 15 mars 1935. Treize départements français sont alors l'objet de travaux identiques pour résorber le chômage.

L'embauche est réservée en priorité aux travailleurs français habitant le département, justifiant de la qualité de chômeur régulièrement inscrit dans les fonds publics ou aux demandeurs d'emploi demeurant dans une localité dépourvue de fonds publics de chômage. L'ordre d'affectation doit être fonction de la charge de famille du demandeur.

Le lundi 18 mars 1935 le préfet de l'Oise Bussièrre inaugure les chantiers de la forêt de Compiègne ; il se rend à celui d'élargissement de la route de Ste Perrine à La Croix St Ouen. Les journaux locaux rapportent cette cérémonie :

" Du bilan de la première journée on tire que 90 chômeurs sont employés sur 120 prévus ... " (2)

Les hommes embauchés, tous originaires de Compiègne et des alentours touchent 17 Frs par jour, sans compter les indemnités pour charges de famille ; ils travaillent 5 jours par semaine à raison de 8 heures par jour. On trouve les chantiers suivants dans la forêt de Compiègne : reboisement près du carrefour de la Pommeraie (28 ouvriers), 9 carrières d'où l'on extrait le matériau nécessaire à l'empierrement des routes et chemins. (Une centaine d'ouvriers) (3). Selon l'inspecteur des Eaux et Forêts HEURTAUX, on peut ainsi trouver sur place les matériaux nécessaires aux travaux de voirie "sans avoir à recourir à des achats dans le commerce, réalisant intégralement l'idée d'emploi des chômeurs".

Le plus grand chantier de la forêt concerne cependant l'ouverture d'une route partant des carrefours du Bocage et d'Eulalie, rejoignant celle de Morierval, afin de permettre une meilleure commercialisation du bois.

Ce chantier fut inauguré avec une grande solennité puisque l'on y vit le ministre du travail Jacquier, les députés locaux de l'Aigle et Vassal, le maire de Compiègne Fournier Sarlovèze, le préfet de l'Oise et le Sous Préfet de Compiègne, sans compter un nombre impressionnant d'autres personnalités locales. Beaucoup de monde pour si peu d'emplois créés, comme pour compenser la faiblesse des remèdes à la crise proposés par les gouvernants de l'époque.

Le ministre explique que les travaux sont financés par un emprunt contracté par le ministère de l'agriculture sur les crédits du plan de grands travaux du gouvernement dit plan MARQUET. Les Eaux et Forêts sont chargés de gérer les fonds.

Au cours de cette cérémonie d'inauguration le député senlisien Vassal (SFIO) intervient pour demander que les salaires de 17 Frs par jour, soient alignés sur ceux des autres chantiers similaires en France, soit 20 Frs, comme notamment en forêt de Fontainebleau.

Le succès relatif de ces travaux forestiers de 1935 démontre l'énorme importance des problèmes d'emploi dans la région ; la forêt de Compiègne joua à nouveau son rôle traditionnel d'exutoire au chômage, comme notamment au XVIIIe s. Remarquons cependant que cette fois, la con-

(1) La municipalité compiégnaise sous l'impulsion du nouveau Maire De Rothschild (récemment élu et représentant d'une droite plus moderniste ...) finira par créer une caisse de chômage (séance du Conseil Municipal du 30 septembre 1935). Cette caisse aura une courte vie puisqu'elle ferme ses portes six mois plus tard ... !

(2) La Gazette de l'Oise - 20 mars 1935.

(3) Notamment les carrières de Saint-Sauveur et du Voliard qui fournissent des pierres pour l'élargissement de la route de Ste Perrine à la Croix St Ouen.

tribution de la forêt à la lutte contre la crise fut sensiblement plus marginale qu'à la veille de la Révolution Française, puisqu'on n'employa guère qu'un dixième de l'effectif embauché pour les grands reboisements du XVIIIe siècle, alors que la population de Compiègne avait entre temps plus que doublé. Il existait quelques autres secteurs potentiels d'emploi en 1935, mais surtout l'effort public consenti à cette époque en faveur des victimes de la crise fut proportionnellement bien moindre que celui des années 1780-1790 à Compiègne.

-----

LES ANNALES HISTORIQUES COMPIEGNOISES

modernes et contemporaines

-----

- N° 1 et 2 : 10 F (éd. ronéotypée) épuisés
- N° 3-4 : spécial ROUSSEAU-VOLTAIRE (juin-octobre 78)  
98 p. impr. offset - 15 F (épuisé)
- N° 5 : Le peuple et le pain 1792-93 (janvier 79)  
87 p. impr. offset - 12 F (presque épuisé)
- N° 6 : Compiègne dans l'entre deux-guerres (avril 79)  
87 p. impr. offset - 12 F
- N° 7 : Religion et Révolution (Compiègne-Attichy..) (Juil.79)  
72 p. impr. offset - 12 F (épuisé)

Les exemplaires encore disponibles peuvent être envoyés en écrivant au siège de la Société : 82bis rue de Paris 60200 COMPIEGNE  
Tél. (4) 420.26.52